



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 12 septembre 2025

FOCUS ÉQUATEUR : UN EXCÉDENT COMMERCIAL RECORD PERMIS PAR LES BONNES PERFORMANCES DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE 2

Bolivie 3

L'inflation cumulée atteint 18,1 % entre janvier et août 2025. 3

La Bolivie enregistre un déficit commercial de 496 M\$ entre janvier et juillet 2025. 3

Colombie 3

Le taux de pauvreté monétaire baisse à 31,8 % en 2024. 3

L'inflation repart à la hausse et atteint 5,1 % en août (en g.a.). 3

L'indice de confiance dans l'économie atteint en août son niveau le plus élevé depuis 2022. 4

Le déficit courant atteint 2,6 Md\$ au T2 2025. 4

Équateur 4

La loi de finances 2025 a été approuvée. 4

L'indice de risque pays poursuit sa baisse. 5

Guyana 5

Le président Ali est réélu avec une majorité à l'Assemblée. 5

Pérou 5

Le taux de change du dollar pourrait atteindre 3,45 PEN en 2026. 5

La dette publique a augmenté de plus de 10 points en une décennie. 5

Suriname 6

Le programme « *Royalties for everyone* » est suspendu pour évaluation. 6

Venezuela 6

Le PNUD estime une croissance de +5,8 % du PIB vénézuélien pour 2025. 6

Arrivée au Venezuela d'une installation flottante pour un projet pétrolier entre PDVSA et CCRC. 6

Ecopetrol déclare que l'acquisition de l'entreprise d'engrais Monómeros est impossible. 7

Focus Équateur : un excédent commercial record permis par les bonnes performances de l'industrie agroalimentaire

Les points forts de l'économie équatorienne sont l'industrie agroalimentaire et son appareil exportateur performant. Si les fondamentaux macroéconomiques restent fragiles (croissance atone, déficit budgétaire structurel) avec des capacités de financement limitées, le compte courant affiche un excédent systématique ces dernières années malgré la faiblesse des IDE, grâce à un excédent commercial record ces deux dernières années (2,2 Md\$ et 6,8 Md\$ respectivement en 2023 et 2024).

Une politique commerciale ouverte depuis 2017, date d'entrée en vigueur de l'ALE avec l'Union européenne. Après une période de protectionnisme à partir de 2007, où la politique commerciale visait à protéger la balance des paiements, et en absence de politique monétaire, l'Équateur avait cherché à préserver les équilibres macroéconomiques via des restrictions aux importations. Cette politique s'était traduite par des mesures de sauvegarde à la balance des paiements (surtaxes aux importations pouvant atteindre 45 % de la valeur à l'importation CIF, dans le cadre de l'OMC) et d'autres barrières au commerce comme la mise en place de quotas à l'importation sur de nombreux produits, en particulier sur le secteur automobile. Ces mesures de sauvegarde ont été progressivement démantelées depuis 2017.

L'Équateur affiche depuis une politique commerciale ouverte avec la signature d'une dizaine d'ALE, dont celui avec l'Union européenne entré en vigueur le 1^{er} janvier 2017. Cette ouverture s'est poursuivie avec la conclusion de plusieurs accords de libre-échange dont celui avec la Chine, le Canada et plus récemment avec la Corée du Sud. Le Président Noboa cherche également à ouvrir des marchés au Moyen-Orient et à entamer des négociations commerciales avec le Japon.

Les États-Unis restent le premier partenaire commercial de l'Équateur, suivis par la Chine. Le commerce bilatéral global (y compris le commerce pétrolier et minier) avec les États-Unis a tendance à se rétracter en tendance ces dernières années : 17,6 Md\$ en 2022, 15,7 Md\$ en 2023 et 15,1 Md\$ en 2024. La Chine arrive en deuxième place avec un commerce global représentant 13,1 Md\$ en 2022, 12,1 Md\$ en 2023 et 11,7 Md\$ en 2024.

S'agissant des échanges hors pétrole au S1 2025, les exportations de l'Équateur ont représenté 14,5 Md\$, en hausse de 21 % par rapport au S1 2024. Dans le même temps, les importations ont enregistré une baisse de 13,8 %, s'établissant à 11,4 Md\$. Sur la période, l'Équateur affiche ainsi un excédent commercial de 3,1 Md\$. **L'UE reste la première destination des exportations équatoriennes** (3,5 Md\$, +33 % en g.a.), suivie des États-Unis (3,4 Md\$, +36 %), de la Chine (2,9 Md\$, +9,2 %), de la Russie (513 M\$, +14,1 %) et de la Colombie (419 M\$, +4,7 %).

Au S1 2025, les principaux produits d'exportation équatoriens sont la crevette (4,2 Md\$, +20 % en g.a), la banane (2,1 Md\$, +15 %), le cacao (2 Md\$, +77,5 %), les produits de la mer transformés (897 M\$, +14 %) et les produits miniers (800 M\$, +14 %).

Bolivie

L'inflation cumulée atteint 18,1 % entre janvier et août 2025.

Entre janvier et août 2025, l'inflation cumulée a atteint 18,1 %, bien au-delà des 7,5 % prévus par les autorités pour 2025. En juin, l'inflation mensuelle a atteint 5,21 %, du fait des blocages des routes pour permettre l'inscription de l'ex-président Evo Morales aux élections générales.

La tendance est toutefois à la baisse. En août, elle s'est établie à 1,01 %, en recul par rapport à juillet où elle enregistrait un taux de 1,2 %. Selon l'Institut national de la statistique (INE), ce ralentissement s'explique par la diminution des conflits sociaux et des perturbations climatiques. Néanmoins, les difficultés persistantes dans l'approvisionnement en diesel limitent la réduction de l'inflation. Pour mémoire, l'inflation annuelle avait atteint près de 10 % en 2024, son niveau le plus haut depuis 2008.

La Bolivie enregistre un déficit commercial de 496 M\$ entre janvier et juillet 2025.

Entre janvier et juillet, le déficit commercial de la Bolivie atteint 495,5 M\$. Sur la période, les exportations ont baissé de -4,3 % (en g.a.), portées par la baisse des exportations de gaz naturel (-35 %) et de soja (-10,7 %). Les exportations de minerais progressent significativement (+12,4 %).

Dans le même temps, les importations ont chuté de 7,7 %, portées par la baisse des importations des équipements de transport (-19,7 %), des biens de capital (-17,6 %) et des combustibles (-11,3 %). Selon l'INE, ces baisses sont principalement dues à l'augmentation des coûts logistiques, notamment du transport international. Néanmoins, les mois de mai, juin et juillet ont enregistré des excédents commerciaux, qui limitent le déficit cumulé à date.

Colombie

Le taux de pauvreté monétaire baisse à 31,8 % en 2024.

Le taux de pauvreté monétaire passe de 34,6 % en 2023 à 31,8 % en 2024 (-2,8 pp). En 2024, la ligne de pauvreté au niveau national a été établie à 117\$ mensuels (460 198 COP). Les départements les plus pauvres sont le Chocó (67,4 %), La Guajira (65,7 %) et Sucre (57,5 %), alors que ceux enregistrant les taux les plus faibles sont Bogotá (19,6 %), Caldas (20 %) et Cundinamarca (20,1 %). La pauvreté monétaire extrême (revenu inférieur à 57,5\$ mensuels) se réduit de 0,9 pp pour atteindre 11,7 %.

La DANE souligne également que les personnes en situation de vulnérabilité (revenu compris entre 117\$ et 227\$) représentent 30,5 % de la population. 62,3 % de la population colombienne est ainsi pauvre ou vulnérable. La classe moyenne (de 217\$ à 1 224\$) représente 34,4 % de la population et la classe aisée (au-delà de 1 224\$) 3,3 %.

La pauvreté est fortement liée à l'informalité. Selon un rapport de l'ANIF, la corrélation entre le statut de travailleur indépendant, où l'informalité est particulièrement élevée, et la pauvreté monétaire atteint 71 %. Dans les départements les plus pauvres (La Guajira, Sucre), la proportion de travailleurs indépendants est presque deux fois plus élevée que dans les régions les moins pauvres (Cundinamarca, Caldas).

L'inflation repart à la hausse et atteint 5,1 % en août (en g.a.).

En août 2025, l'inflation atteint 5,1 % (en g.a.), en hausse de 0,2 pp par rapport à juillet (4,9 %). Cette hausse est majoritairement portée trois secteurs : (i) le logement, l'eau et l'électricité (+4,7 %, pour une contribution de 1,5 pp), (ii) l'alimentation (+6,1 % ; 1,2 pp) et (iii) les restaurants et hôtels (+7,8 % ; 0,8 pp).

La Banque centrale (*Banco de la República*) doit, d'ici la fin du mois, prendre une décision concernant ses taux directeurs. Pour mémoire, elle les avait maintenus à 9,25 % en juillet, face aux pressions inflationnistes qui se matérialisent aujourd'hui. Dans ce contexte, les économistes n'anticipent pas de baisse des taux directeurs d'ici la fin de l'année 2025.

L'indice de confiance dans l'économie atteint en août son niveau le plus élevé depuis 2022.

L'indice de confiance dans l'économie élaboré par Davivienda, a atteint 4 % en août, une hausse de 1 pp par rapport au mois de juillet. Cet indice est élaboré en faisant la différence entre la part de personnes dont la confiance dans la situation économique augmente (26,4 % en août) et la part de personnes pour qui la situation se détériore (22,4 %). Depuis 2022, cet indice était resté négatif (-15,5 % en août 2024), retrouvant le terrain positif depuis fin 2024, à des niveaux plus faibles.

Cette amélioration de la confiance est portée par la stabilité du peso colombien face au dollar (avec un taux de change moyen en août de 4 014\$/COP) et les bons résultats sur le marché du travail (cf. [Brèves semaine 36](#)).

Le déficit courant atteint 2,6 Md\$ au T2 2025.

Le déficit courant de la Colombie atteint 2,6 Md\$ au T2 2025, soit 2,5 % du PIB trimestriel (+0,5 pp par rapport au T1 2025). Au S1 2025, le déficit courant est de 4,7 Md\$ (2,2 % du PIB). La balance courante est répartie de la façon suivante au S1 :

- Balance commerciale : -6,7 Md\$ (-64 % par rapport au S1 2024)
- Balance des services : +0,2 Md\$ (+808 %)
- Balance des transferts courants : -6,2 Md\$ (-2 %) ;
- Balance des revenus : +8 Md\$ (+10,6 %).

La dégradation de la balance commerciale est avant tout liée au dynamisme de la

consommation, qui se concentre sur les importations (+9 %). Au contraire, les exportations stagnent (+0,2 %), la bonne santé du secteur cafetier étant contrebalancée par la chute du charbon et du pétrole. Les remesas participent très significativement au rééquilibrage de la balance courante, avec +6,4 Md\$ enregistrés au S1 2025 (pour 8 Md\$ de balance des revenus).

Indicateurs	Variation hebdo.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	1,0%	41,9%	1873
Change USD/COP	-1,6%	-7,8%	3922
Change EUR/COP	-1,3%	-2,1%	4587
Prix du baril (Brent, USD)	1,1%	-6,4%	67,58

Équateur

La loi de finances 2025 a été approuvée.

L'Assemblée nationale a approuvé le 4 septembre dernier la loi de finances 2025 soumise par le président Noboa, d'un montant de 40,1 Md\$. Le texte a été adopté avec 80 votes et reflète les priorités du gouvernement. Les critiques de l'opposition ont porté sur l'absence de données sur le taux d'exécution budgétaire et sur un non-alignement sur le Plan national de développement, ainsi qu'une surestimation des recettes et un endettement croissant.

La majorité présidentielle a mis en avant l'augmentation de 12 % des budgets alloués à la santé, l'éducation et la sécurité. La loi des finances a été présentée tardivement en raison des élections présidentielles, le pays ayant jusqu'alors fonctionné avec le budget prorogé de 2024. **Le budget 2025 prévoit 27,4 Md\$ de recettes, principalement issues des impôts et de la vente de pétrole.** Il inclut aussi une hausse des dépenses sociales concertées dans le cadre du programme en cours avec le FMI.

L'indice de risque pays poursuit sa baisse.

L'indice de risque pays de l'Équateur poursuit sa baisse et a atteint, **lundi 8 septembre, 716 pdb, son niveau le plus bas depuis trois ans et demi**, selon les données de la Banque centrale. La semaine précédente, il s'élevait à 733 pdb. Cette diminution est en partie attribuée aux déclarations de Marco Rubio, secrétaire d'État américain, qui a exprimé son soutien à la coopération avec le gouvernement de Daniel Noboa lors de sa visite en Équateur la semaine dernière.

En novembre 2023, au début du 1^{er} mandat de Noboa, le risque pays avait atteint 2 016 pdb. **L'objectif des autorités est d'atteindre un niveau de risque qui permette à l'Équateur de sortir sur les marchés internationaux à un taux d'intérêt inférieur à 10%.**

Guyana

Le président Ali est réélu avec une majorité à l'Assemblée.

Le président Ali a été réélu à la présidence de la République coopérative du Guyana, à la suite des élections du 1^{er} septembre, avec 55,3 % des voix. Le PPP/C (*People's Progressive Party/Civic*), parti présidentiel, a obtenu la majorité au Parlement avec 36 sièges sur 65 (contre 33 sièges lors de son précédent mandat). Le nouveau parti WIN (*We invest in Nationhood*) devient le principal parti d'opposition, détrônant le parti d'opposition traditionnel APNU (*A Partnership for National Unity*) avec 16 sièges contre 12.

La France, qui entend renforcer sa coopération avec le Guyana, **a ouvert une ambassade à Georgetown le 1er septembre dernier**, devenant la première ambassade européenne au Guyana.

Pérou

Le taux de change du dollar pourrait atteindre 3,45 PEN en 2026.

Les prévisions du département des Etudes économiques de la banque BCP indiquent que **le taux de change au Pérou pourrait clôturer l'année 2025 à 3,65 PEN pour 1\$ et descendre à 3,45 PEN en 2026**. Ces projections placent le Sol Péruano en dessous des niveaux d'avant la pandémie, principalement grâce à des comptes extérieurs solides, à la croissance des exportations et à des termes de l'échange à des niveaux historiques.

Des facteurs externes tels que la récente faiblesse mondiale du dollar américain ont également une incidence sur la tendance à la baisse du taux de change. De plus, si les conditions économiques et politiques restent stables, le taux de change pourrait se rapprocher des niveaux les plus bas des cinq dernières années, voire baisser après les élections générales si le scénario est favorable aux investissements et à la croissance.

Par ailleurs, un rapport récent de la Banque centrale (BCRP) a révélé que l'euro a subi une baisse notable en septembre. 1€ s'est négocié à 4,095 PEN, soit une baisse par rapport à son cours de la veille (4,126 PEN). La variation en pourcentage de la devise s'est réduite de -2,81 % au cours des 12 derniers mois.

La dette publique a augmenté de plus de 10 points en une décennie.

Selon, Carlos Prieto, directeur du département des études économiques de la BCP, la dette publique péruvienne a augmenté de plus de 10 pp en une décennie, **passant de 20 % du PIB en 2014 à 32 % en 2024**. L'analyse révèle que ce qui a diminué sont les recettes fiscales, qui sont passées de 22 % à 19 %. Cette analyse a aussi permis de constater une détérioration des finances publiques, notamment due à une augmentation de 40 %

des rémunérations et des salaires du secteur public.

L'organisme a averti des risques des mesures populistes adoptées par le Congrès, comme par exemple la loi approuvant le versement d'une pension de 955\$ (3 300 PEN) aux enseignants retraités et licenciés de la fonction publique. L'impact fiscal d'une telle mesure est d'environ 1,4 Md\$, montant qui devrait être déduit des projets d'investissements en infrastructures ou d'autres activités. Carlos Prieto a également rappelé que le projet de loi de finances pour l'année prochaine mentionne une augmentation des salaires, ce qui pourrait entraîner une hausse des dépenses publiques en 2026.

Suriname

Le programme « Royalties for everyone » est suspendu pour évaluation.

Le programme « Royalties for everyone » (RVI), lancé en mai 2025 par l'ex-président Chan Shantokhi, devait offrir à chaque habitant un paiement de 750\$ d'ici 2028, issu des futurs revenus pétroliers du bloc 58. Les personnes âgées peuvent d'ores et déjà bénéficier de ce paiement en s'inscrivant auprès des banques éligibles. Entre mai et juin, 62 000 personnes s'étaient déjà inscrites au programme et 3 300 personnes âgées ont déjà échangé leur certificat RVI contre un paiement.

Cependant, le ministère des Finances a suspendu le programme afin de l'évaluer et de décider de ses modalités. Dans ce cadre, Hakrinkbank, la seule banque surinamienne à avoir commencé à enregistrer les inscriptions au programme, a cessé cette activité.

Venezuela

Le PNUD estime une croissance de +5,8 % du PIB vénézuélien pour 2025.

Le bureau du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) au Venezuela projette **une croissance économique pour 2025 de +5,8 %, notamment portée par la croissance du secteur pétrolier (+13 %)**. Les autorités vénézuéliennes estiment que la croissance atteindra 6,6 %. La croissance du secteur non-pétrolier est dominée par les services financiers (+14 % au T2 2024 en g.a.), les télécommunications (+8,6 %) et le secteur minier (8 %).

Néanmoins, le pouvoir d'achat des vénézuéliens est lourdement touché par l'inflation, qui devrait atteindre 275 % pour l'année 2025. L'inflation est alimentée par la dévaluation du taux de change, malgré une intervention bancaire de 1,8 Md\$. De plus, les restrictions d'accès au crédit bancaire et les anticipations négatives, générées par les sanctions imposées par les États-Unis, constituent un obstacle à la croissance économique du pays.

Arrivée au Venezuela d'une installation flottante pour un projet pétrolier entre PDVSA et CCRC.

Après un an de négociations, l'entreprise chinoise China Concord Ressources Corp. (CCRC) vient d'installer une plateforme sur le lac de Maracaibo. Le contrat de CCRC avec l'entreprise publique PDVSA a pour objectif d'atteindre 60 000 barils par jour (bpj) d'ici fin 2026, contre 12 000 bpj actuellement.

Cette plate-forme autoélevatrice est la première infrastructure majeure à être installée sur le lac Maracaibo depuis des années. Les champs pétroliers qui s'y trouvent, Lago Cinco et Lago Lagunillas, produisent un mélange de pétrole léger et lourd. Le brut léger devrait être destiné à PDVSA tandis que

le brut lourd à la Chine. L'entreprise a déployé du personnel chinois spécialisé dans le développement des champs pétroliers, dans le but de rouvrir rapidement une centaine de puits.

Ecopetrol déclare que l'acquisition de l'entreprise d'engrais Monómeros est impossible.

La présidente du conseil d'administration d'Ecopetrol a déclaré que le conglomérat

énergétique colombien ne pouvait pas acheter de gaz au Venezuela **ni acquérir l'entreprise d'engrais Monómeros, en raison des sanctions imposées par les États-Unis.**

Cette déclaration est à rebours des déclarations du ministre colombien des Mines et de l'Énergie, Edwin Palma, qui annonçait la signature d'un accord de confidentialité avec le Venezuela pour l'échange d'informations concernant une éventuelle acquisition de Monómeros.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md \$)	PIB/hab. à prix courants (m \$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
Colombie	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
Equateur	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
Guyana	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
Pérou	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
Venezuela	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
Argentine	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
Brésil	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
Chili	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
Mexique	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Xavier FOUVET, Diego MAGUINA, Maxence MERLE, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)